

## Bulletin bibliographique 97 Juillet-août 2016

### Retraite

#### Niveau des retraites et niveaux de vie des retraités

**Inégalités de retraite entre les hommes et les femmes dans le privé et le public : une analyse des distributions** /BONNET Carole/MEURS Dominique/RAPOPORT Benoît.

In : Ires - La Revue, 87, 2<sup>ème</sup> trimestre 2016, 26 p.

Les retraites de droit direct des femmes représentent en moyenne un peu plus de la moitié de celles des hommes dans le secteur privé, les quatre cinquièmes dans la fonction publique. Les auteurs de cet article analysent les dispersions des retraites qui sont plus fortes dans le privé que dans le public. L'analyse est conduite d'abord pour la différence moyenne des retraites entre les hommes et les femmes, puis pour les écarts des distributions, et ce pour chaque régime d'affiliation.

<http://www.ires-fr.org/images/files/Revue/R87/R87-2.pdf>

### Retraite

#### Projections

**Evolutions et perspectives des retraites en France - Rapport annuel 2016.**

Paris : COR, 2016, 178 p.

Le besoin de financement du système de retraite devrait s'améliorer en 2020, en s'établissant à 0,2% du PIB (contre 0,4% initialement prévu), constate le Conseil d'orientation des retraites dans son rapport annuel 2016 sur les évolutions et perspectives des retraites en France. Ces nouvelles prévisions seraient plus optimistes, suite notamment à l'accord national interprofessionnel Agirc-Arrco du 16/10/2015. Le taux de chômage a été revu. Désormais, le COR retient l'hypothèse d'un taux de chômage unique de 7% d'ici 2025 dans les cinq scénarios et non plus de 4,5%.

<http://www.cor-retraites.fr/article471.html>

### Retraite

#### Méthodologie

**Les Régimes de base et complémentaires.**

In : EN3S - Regards, 49, juin 2016, 133 p.

Ce numéro consacre un dossier à l'analyse des régimes de base et complémentaires qui caractérisent le système français de protection sociale dit « à deux étages ». Jean-Jacques Marette est l'auteur d'un article sur « Les retraites complémentaires du privé : à la recherche d'une double cohérence ». François Charpentier retrace l'histoire des régimes Agirc-Arrco, tandis que Philippe Laffon décrit leur place déterminante au sein du système et met en lumière les perspectives d'équilibre financier, équité, justice et gestion interne des régimes.

<http://www.calameo.com/read/0043105049612743db808>

**La Retraite dans la fonction publique et les autres régimes spéciaux : séance du 25/05/2016, documents de travail.**

Paris : COR, 2016, non paginé.

Cette séance approfondit la comparaison des situations entre salariés du privé et fonctionnaires. Premièrement, le dossier fait le point sur les règles de retraite, par génération, pour les différentes catégories. Sont ensuite analysés les effets des réformes sur les comportements de départ dans ces régimes (calcul d'indicateurs par année et d'indicateurs par génération). Enfin, la troisième partie

analyse la part des primes et le taux de remplacement des fonctionnaires. Le taux de remplacement du salaire par la retraite diminue au fil des générations. Ces données permettront de préciser les hypothèses à retenir pour projeter l'évolution du taux de remplacement des fonctionnaires dans les cas types du COR.

<http://www.cor-retraites.fr/article469.html>

### **Troisième avis annuel du Comité de suivi des retraites /MOREAU Yannick.**

Paris : Premier ministre, 2016, 50 p.

Le comité de suivi des retraites note une « amélioration lente mais sensible » de l'équation financière du système de retraites, laissant envisager avec « sérénité » les « évolutions » encore nécessaires, dans ce troisième avis. L'année écoulée a été marquée par l'accord intervenu entre les partenaires sociaux pour assurer l'avenir des retraites complémentaires des salariés (Agirc - Arrco), ainsi que par le retour à l'équilibre de la Cnav. Le rapport souligne que les objectifs de solidarité entre actifs et retraités, ainsi que d'équité - entre les générations, entre les femmes et les hommes, entre les différents régimes existants - ont été respectés.

[http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2016/07/11.07.2016\\_3eme\\_avis\\_du\\_comite\\_de\\_suivi\\_des\\_retraites.pdf](http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2016/07/11.07.2016_3eme_avis_du_comite_de_suivi_des_retraites.pdf)

### **Retraite Indicateurs de retraite**

#### **Agirc et Arrco - Rapports d'activité 2015 : une dynamique de confiance au service de la retraite complémentaire.**

Paris : Agirc ; Arrco, 2016, 56 p + 56 p.

Les rapports d'activité 2015 de l'Agirc et de l'Arrco présentent les enjeux et les missions des régimes de retraite complémentaire, leurs instances de gouvernance et leurs résultats respectifs. Les rapports de gestion les complètent.

<http://fr.calameo.com/read/002711729e78d38ab6095>

<http://fr.calameo.com/read/0027117295f8e4d93684b>

<http://fr.calameo.com/read/0027117291fe2f4e5de46>

<http://fr.calameo.com/read/002711729af92c68c7d9d>

#### **Cnav - Rapport national d'activité et chiffres clés 2015.**

Paris : Cnav, 2016, 52 p.

Ce rapport présente :

- les actualités 2015 : loi vieillissement ; schéma directeur des systèmes d'information, responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) ;
- les services aux assurés et entreprises ;
- la gestion : mesure et pilotage ;
- la gouvernance ;
- les résultats financiers de la branche retraite.

<https://www.lassuranceretraite.fr/portail-info/files/live/sites/pub-bootstrap/files/pdf/QSN/ran2015.pdf>

<https://www.lassuranceretraite.fr/portail-info/files/live/sites/pub-bootstrap/files/pdf/QSN/chiffrescles-2015.pdf>

### **Retraite En Europe et dans le monde**

#### **Does a Uniform Retirement Age Make Sense? (Un âge de la retraite uniforme a-t-il du sens ?) /COSGROVE Candace/ORLOVA Natalia/SANZENBACHER Geoffrey,...**

In : Center for Retirement Research Issue in Brief, 16-1, janvier 2016, 5 p.

En raison de l'augmentation de l'espérance de vie, les individus sont incités à travailler plus longtemps. Une telle évolution suppose, toutefois, que tous les travailleurs, quel que soit leur statut socioéconomique (SSE), ont connu des gains d'espérance de vie similaires. En fait, entre 1979 et 2011, le gain pour les hommes situés dans le plus bas quartile en termes d'éducation était un tiers inférieur à celui des hommes du quartile le plus élevé. Si l'objectif était de maintenir le même équilibre retraite/années de travail qu'en 1979, les hommes de faible SSE pourraient travailler jusqu'à l'âge de

68 ans aujourd'hui, alors que les hommes de SSE élevé pourraient travailler jusqu'à l'âge de 69,5. Ainsi, les politiques de retraite qui traitent tous les travailleurs de la même manière pénalisent les catégories socio professionnelles les moins aisées.

[http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2016/01/IB\\_16-1.pdf](http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2016/01/IB_16-1.pdf)

**How Do Non-Financial Factors Affect Retirement Decisions? (Comment les facteurs autres que financiers influent-ils sur les décisions de retraite ?) /SASS Steven.**

In : *Center for Retirement Research Issue in Brief*, 16-3, février 2016, 6 p.

Des études nord-américaines montrent que les facteurs financiers ont un impact statistiquement significatif, mais néanmoins faible, sur les décisions de départ en retraite. Il n'est donc pas surprenant que d'autres facteurs aient une influence majeure sur ceux qui choisissent de continuer à travailler après 60 ans, voire 70 ans. Lorsque les travailleurs prennent leur retraite, ils sont le plus souvent attirés par d'autres activités plutôt que mus par un rejet de leur travail.

[http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2016/02/IB\\_16-3.pdf](http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2016/02/IB_16-3.pdf)

**State Initiatives to Cover Uncovered Private Sector Workers (Les initiatives des Etats pour couvrir les salariés du secteur privé) /BELBASE Anek/MUNNELL Alicia/SANZENBACHER Geoffrey.**

In : *Center for Retirement Research Issue in Brief*, 16-4, mars 2016, 9 p.

La moitié des travailleurs du secteur privé ne sont pas couverts par un régime de retraite d'entreprise, aux Etats-Unis. Le gouvernement fédéral n'a fait aucun progrès pour combler cette lacune de couverture, de sorte que les Etats sont entrés dans la brèche : quatre d'entre eux ont adopté un programme de comptes retraite individuels automatiques et obligatoires (Auto-IRA). Deux autres Etats mettent en place des « marketplaces » facultatifs. De ces deux approches, l'Auto-IRA serait beaucoup plus efficace. Mais un Auto-IRA national serait encore mieux que 50 plans d'Etat distincts.

[http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2016/02/IB\\_16-4-1.pdf](http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2016/02/IB_16-4-1.pdf)

**Taxing Pensions (La fiscalité des retraites) /CREMER Helmut/PESTIEAU Pierre.**

In : *IZA Discussion paper*, 9821, mars 2016, 15 p.

Il existe une grande variété de traitements fiscaux des pensions de retraite à travers le monde. Et les raisons d'une telle diversité ne sont pas claires. Cette note examine les principes généraux de la fiscalité des retraites et analyse les fondements théoriques de la raison pour laquelle les revenus de retraite devraient être imposés spécifiquement. Pour ce faire, il faut distinguer les pensions publiques des pensions privées. La conception des pensions publiques ne peut être dissociée de celle de la fiscalité. En ce qui concerne les pensions privées, la question clé est de savoir si l'épargne retraite doit être ou non traitée différemment des autres formes d'épargne.

<http://ftp.iza.org/dp9821.pdf>

**Elderly Poverty in the United States in the 21st Century: Exploring the Role of Assets in the Supplemental Poverty Measure (La pauvreté des personnes âgées aux États-Unis au 21<sup>ème</sup> siècle : exploration du rôle des actifs dans l'indicateur supplémentaire de pauvreté) /MANFIELD Lucas/WIMMER Christopher.**

Boston : *Center for retirement research, Boston College (CRR WP, 29)*, 2015, 22 p.

Les estimations officielles de la pauvreté des personnes âgées ne prennent en compte ni les besoins médicaux des personnes âgées, qui peuvent être assez vastes ni les actifs à leur disposition, qui peuvent aussi être importants. Le nouvel indicateur supplémentaire de pauvreté (SPM) prend explicitement en compte les besoins médicaux. Pour cette étude, les auteurs tiennent également compte des portefeuilles d'actifs. Les résultats confirment des taux de pauvreté beaucoup plus élevés dans le cadre du SPM que les taux officiels et des niveaux extrêmement proches lorsque les actifs liquides et quasi-liquides sont pris en compte. L'intégration de l'actif a des effets différents sur les disparités préexistantes dans les taux de pauvreté. Les politiques à mettre en œuvre en fonction de ces résultats sont présentées.

[http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2015/11/wp\\_2015-29.pdf](http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2015/11/wp_2015-29.pdf)

## Protection sociale Financement

### **Les Comptes de la Sécurité sociale : résultats 2015, prévisions 2016.**

Paris : Commission des comptes de la sécurité sociale, 2016, 195 p.

La CCSS a confirmé la réduction du déficit du régime général en 2015 (- 6,8 milliards d'euros), qui enregistre un déficit nettement inférieur au niveau précédant la crise économique.

<http://www.securite-sociale.fr/IMG/pdf/rapport-ccss-juin2016.pdf>

### **La Protection sociale /NEZOSI Gilles.**

Paris : Documentation française (Découverte de la vie publique), 2016, 239 p.

La protection sociale est la politique publique la plus proche des citoyens, qu'elle accompagne et protège tout au long de leur vie. Cependant, elle reste méconnue, à la fois décriée pour les coûts qu'elle engendre et louée pour les bienfaits qu'elle apporte. En dix chapitres, soutenus par des questions-réponses, des encadrés permettant d'approfondir les sujets et des liens utiles pour poursuivre les recherches, cet ouvrage présente les racines, les instruments, les régimes, le financement et la gouvernance de l'ensemble de la protection sociale.

### **La Protection sociale en France et en Europe en 2014 : résultats des comptes de la protection sociale - Edition 2016 /BEFFY Magali/FERRETTI Carine/MIKOU Myriam,...**

Paris : Ministère de l'Emploi et de la solidarité - Drees (Panoramas), 2016, 186 p.

En 2014, les prestations sociales s'élèvent à 689,8 milliards d'euros en 2014, soit 32,2% du PIB. Entre 2013 et 2014, elles augmentent de 2,2%, soit le plus bas rythme de croissance observé depuis 1981 : après avoir progressé de 9% par an dans les années 1980, elles ont crû de 4,5% par an lors des décennies 1990 et 2000, et avaient ralenti à 3% par an depuis 2010. Les ressources de la protection sociale, quant à elles, croissent de 2,5% en 2014, portées par le dynamisme des cotisations effectives. En présentant les principaux résultats des comptes de la protection sociale en France en 2014, dernière année disponible, cet ouvrage analyse les évolutions récentes des dépenses sociales en Europe. Outre des fiches enrichies sur les prestations, il étudie également les dépenses médico-sociales en faveur des personnes handicapées et propose une actualisation du compte de la dépendance.

[http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/cps\\_2016.pdf](http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/cps_2016.pdf)

### **Simplifier la collecte des prélèvements versés par les entreprises.**

Paris : Cour des comptes, 2016, 276 p.

Le produit des multiples prélèvements fiscaux, sociaux et d'autres natures versés par les entreprises s'est élevé à près de 773 Md€ en 2014, soit 36,1% du PIB. Le premier chapitre de ce rapport présente la situation de ces prélèvements versés par les entreprises, caractérisée par leur nombre très élevé, l'éclatement des organismes de collecte et la multiplicité des déclarations que doivent établir les entreprises. Le second chapitre est consacré à l'analyse de la complexité et des coûts de collecte des prélèvements pour les entreprises et pour les organismes qui en sont chargés, qui appellent une vigilance sensiblement accrue de la part des pouvoirs publics.

Le troisième et dernier chapitre propose, dans le cadre des prélèvements en vigueur, des évolutions en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'organisation de la collecte, par une adaptation plus poussée des organisations internes à la prise en charge de leurs missions, un regroupement encore accru de la collecte des prélèvements sociaux autour du réseau des Urssaf et l'intensification des coopérations entre les administrations de collecte.

<https://www.ccomptes.fr/content/download/93513/2178010/version/1/file/20160720-rapport-collecte-prelevements-entreprises.pdf>

## Protection sociale Protection sociale complémentaire

### **Ctip : 30 ans d'engagement : le collectif a de l'avenir.**

Paris : CTIP, 2016, p. 31

A l'occasion de ses trente ans, le CTIP publie un livre retraçant ses années d'engagement au service de la protection sociale complémentaire. Tout d'abord sont présentées les institutions de prévoyance

d'aujourd'hui et l'évolution du modèle français. Puis l'efficacité des institutions au niveau français et européen. Enfin le CTIP précise la future protection collective et les solutions proposées pour préparer l'avenir de la protection sociale.

<http://ctip.asso.fr/wp-content/uploads/2016/07/CTIP-livre-30ans.pdf>

## Protection sociale

### Réforme de la protection sociale

#### **La Protection sociale des jeunes de 16 à 29 ans : rapport 2015 de l'Inspection générale des affaires sociales.**

Paris : Igas, 2016, 445 p.

Parmi les 11 millions de jeunes de 16 à 29 ans, nombreux sont ceux qui connaissent des parcours professionnels et personnels difficiles. L'entrée dans la vie active, avec travail et logement stables est retardée. Ce rapport analyse les conséquences sur leur protection sociale : assurance maladie, maternité, accidents du travail, prestations familiales, allocations logement, indemnités chômage, retraites. Les auteurs présentent les dispositifs existants et les options de réformes pour remédier à ces problèmes.

[http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport\\_2015\\_IGAS- La\\_Protection\\_sociale\\_des\\_jeunes\\_16-29\\_ans\\_-\\_12\\_janv\\_16.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_2015_IGAS- La_Protection_sociale_des_jeunes_16-29_ans_-_12_janv_16.pdf)

#### **Rapport d'information sur le paritarisme.**

Paris : Assemblée nationale, 2016, 342 p.

Ce rapport de la mission parlementaire de l'Assemblée nationale sur le paritarisme expose, dans une première partie, l'histoire du paritarisme et ses champs. Il présente notamment la gouvernance paritaire de l'Agirc-Arrco aujourd'hui comme « un modèle de paritarisme pur dans un contexte d'étatisation croissante des enjeux de la protection sociale ».

La mission propose de nouvelles orientations en vue de faire évoluer le paritarisme : création du Haut conseil de la négociation collective et du paritarisme et d'un institut des hautes études du dialogue social, réforme du paritarisme dans les domaines de l'emploi et de la formation, création d'une banque paritaire du temps, constitution d'un régime paritaire de sécurité sociale complémentaire...

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i3829.asp>

## Protection sociale

### En Europe et dans le monde

#### **EU Citizenship, Free Movement and Residence-based Social Security Schemes: Special Issue (Citoyenneté de l'UE, libre circulation et régimes de sécurité sociale fondés sur la résidence : numéro spécial) / DOUGAN Michael/ERHAG Thomas/JACQUESON Catherine,...**

In : *European journal of social security*, 18-2, juin 2016, 245 p.

L'objectif de ce numéro spécial est de décrire et d'analyser la façon dont les régimes de sécurité sociale fondés sur la résidence mettent en œuvre le principe de libre circulation des personnes prévu par la législation européenne. Les articles rendent compte des réformes entreprises par différents États membres et étudient dans quelles mesures elles ont pu remettre en cause les valeurs qui fondaient les systèmes de sécurité sociale dans ces pays.

#### **The Americas: Strategic Approaches to improve Social Security (Amériques : approches stratégiques pour renforcer la sécurité sociale).**

Genève : AISS (Developments & Trends), 2016, 32 p.

Ce nouveau rapport de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) consacré à la région Amériques propose une analyse approfondie des trois thématiques suivantes : l'extension de la couverture, l'excellence administrative et les retombées sociales et économiques positives de la sécurité sociale. L'un des principaux enseignements de ce document est que dans la région Amériques, l'excellence administrative est une condition préalable indispensable pour que les efforts déployés, afin d'étendre la couverture et de soutenir ainsi le développement social et économique, portent leurs fruits.

[https://www.issa.int/fr\\_FR/details?p\\_p\\_id=DetailDocumentPortlet\\_WAR\\_ISSA\\_Event\\_Documentsportlet\\_INSTANCE\\_JPFQhRPI0Fk&p\\_p\\_lifecycle=2&p\\_p\\_state=normal&p\\_p\\_mode=view&p\\_p\\_cacheabili](https://www.issa.int/fr_FR/details?p_p_id=DetailDocumentPortlet_WAR_ISSA_Event_Documentsportlet_INSTANCE_JPFQhRPI0Fk&p_p_lifecycle=2&p_p_state=normal&p_p_mode=view&p_p_cacheabili)

[ty=cacheLevelPage&p\\_p\\_col\\_id=column-1&p\\_p\\_col\\_count=1&DetailDocumentPortlet\\_WAR\\_ISSA\\_Event\\_Documentsportlet\\_INSTANCE\\_JPFQhjRPI0Fk\\_name=2-Americas\\_DT\\_2016-web.pdf&DetailDocumentPortlet\\_WAR\\_ISSA\\_Event\\_Documentsportlet\\_INSTANCE\\_JPFQhjRPI0Fk\\_uid=56b23eeb-1d45-432a-95a9-9fc6a7b3a430&DetailDocumentPortlet\\_WAR\\_ISSA\\_Event\\_Documentsportlet\\_INSTANCE\\_JPFQhjRPI0Fk\\_mimeType=application%2Fpdf](http://ty=cacheLevelPage&p_p_col_id=column-1&p_p_col_count=1&DetailDocumentPortlet_WAR_ISSA_Event_Documentsportlet_INSTANCE_JPFQhjRPI0Fk_name=2-Americas_DT_2016-web.pdf&DetailDocumentPortlet_WAR_ISSA_Event_Documentsportlet_INSTANCE_JPFQhjRPI0Fk_uid=56b23eeb-1d45-432a-95a9-9fc6a7b3a430&DetailDocumentPortlet_WAR_ISSA_Event_Documentsportlet_INSTANCE_JPFQhjRPI0Fk_mimeType=application%2Fpdf)

## Marché du travail Emploi des seniors

**L'Emploi des seniors : un choix à éclairer et à personnaliser** /CAHUC Pierre/HAIRAULT Jean-Olivier/PROST Corinne.

In : [Les Notes du Conseil d'analyse économique](#), 32, mai 2016, 12 p.

Depuis quinze ans, le taux d'emploi des seniors a fortement augmenté, y compris durant la récession de 2009. Les raisons de cette augmentation sont dues à l'évolution des politiques publiques : les réformes des retraites et la quasi-suppression des préretraites à financement public d'une part, et les réformes de l'assurance-chômage d'autre part, notamment la fin du dispositif de dispense de recherche d'emploi. Le taux d'emploi des seniors en France reste cependant inférieur de 10 points à la moyenne des pays de l'OCDE.

<http://www.cae-eco.fr/IMG/pdf/cae-note032.pdf>

## Marché du travail Evolution de la population active

**Quels leviers pour l'emploi ? Enjeux.**

In : [France stratégie - La note d'analyse](#), mai 2016, 12 p.

Malgré des dépenses publiques engagées en faveur de l'emploi depuis trente ans, la France reste marquée par un chômage élevé. Dans la prochaine décennie, l'emploi pourrait connaître de profondes mutations. Les leviers à mobiliser font l'objet de vifs débats autour de la baisse du coût du travail, les politiques d'incitations à l'emploi, le temps de travail.

[http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/17-27-emploi\\_web.pdf](http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/17-27-emploi_web.pdf)

**Taux d'emploi des femmes : quels liens avec la situation de couple au fil des générations ?** /BRIARD Karine/CALAVREZO Oana.

In : [Dares - Analyses](#), 37, juillet 2016, 9 p.

Les femmes en couple, nées avant les années 1960, travaillent moins souvent que les femmes seules. Sur les générations suivantes, la situation s'inverse. Le niveau d'études des femmes seules baisse relativement à celui des femmes en couple et le lien à l'emploi des femmes en couple s'intensifie. Les femmes en couple, nées dans les années 1960-1970, sont alors plus souvent en emploi que les femmes seules. Si les taux d'emploi des femmes se rapprochent ainsi de ceux des hommes, les déterminants et la forme de l'emploi restent différents. Pour les femmes, plus longue est la durée passée en couple, plus grande est la distance à l'emploi à temps complet. Cette situation, opposée à celle des hommes, rend compte de la spécificité des comportements d'activité des femmes qui affecte leur progression sur le marché du travail.

[http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-037\\_-2.pdf](http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-037_-2.pdf)

**Une photographie du marché du travail en 2015** /BECK Simon/GUGGEMOS Fabien/VIDALENC Joëlle.

In : [Insee Première](#), 1602, juin 2016, 4 p.

En 2015, en France métropolitaine, 28,4 millions de personnes âgées de 15 à 64 ans, soit 71,5% de cette tranche d'âge, sont actives, qu'elles aient un emploi ou soient au chômage. Parmi elles, 25,5 millions ont un emploi. Les trois quarts de ces actifs occupés travaillent dans le secteur tertiaire et près de neuf sur dix sont salariés. Le contrat à durée indéterminée reste prédominant chez les salariés (85,6%), même si les jeunes, entrés récemment sur le marché du travail, accèdent moins souvent à ce type de contrat (44,9% pour les 15-24 ans).

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1602/ip1602.pdf>

## Marché du travail Carrières et salaires

### **Évolution des salaires de base par branche professionnelle en 2015 : un ralentissement dans un contexte de faible inflation** /COMBAULT Philippe/PIGNIER Justine.

In : Dares - Résultats, 30, juin 2016, 8 p.

En 2015, où l'activité de négociation salariale de branche était peu soutenue, le salaire mensuel de base (SMB) dans les entreprises de 10 salariés ou plus a progressé de 1,2%, après 1,4% en 2014. L'indice des prix a augmenté de 0,2% après une inflation nulle en 2014. Le pouvoir d'achat du SMB a ainsi continué de progresser, à un rythme réduit (+1,0%, contre +1,4% en 2014).

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-030.pdf>

### **Les Femmes à temps partiel et complet : quels parcours professionnels, quels profils ?** /BRIARD Karine/CALAVREZO Oana.

In : Dares - Documents d'études, 199, juillet 2016, 53 p.

Les parcours professionnels des femmes présentent une grande diversité au regard du recours au temps partiel, du passage par l'inactivité et des types d'emploi occupés. Comment se différencient ces parcours ? Quelles sont les caractéristiques des femmes qui suivent tel ou tel parcours ?

L'originalité de cette étude est de reconstituer les carrières individuelles des femmes et des hommes nés entre 1935 et 1984 grâce aux données de l'enquête Santé et itinéraire professionnel (SIP), ce qui permet à la fois de décrire les évolutions au fil des générations et de caractériser des parcours types pour les femmes.

[http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/de\\_tempspartiel\\_briard\\_calavrezo\\_270616v.pdf](http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/de_tempspartiel_briard_calavrezo_270616v.pdf)

### **Panorama des mobilités professionnelles des cadres : édition 2016.**

In : Apec - Les études de l'emploi cadre, 32, juin 2016, 42 p.

La part des cadres ayant changé d'entreprise est demeurée stable en 2015 avec 6,4% des cadres concernés par une mobilité externe. Ces cadres ont été, à une large majorité, à l'initiative de leur changement d'employeur et sont passés, le plus souvent, directement d'une entreprise à une autre sans connaître de période de chômage. Dans les trois quarts des cas, ils ont démissionné, ils ont quitté leur employeur avec la fin de leur CDD ou ont engagé une rupture conventionnelle.

75% des cadres n'ont connu aucune évolution professionnelle en 2015 que ce soit en interne ou en externe. Ces cadres non mobiles qui pour plus de la moitié d'entre eux affichent plus d'une dizaine d'années d'ancienneté dans leur entreprise jugent globalement leur situation professionnelle satisfaisante.

[https://presse.apec.fr/files/live/mounts/media/fichiers/Mobilit%C3%A9\\_2016\\_complet\\_embargo.pdf](https://presse.apec.fr/files/live/mounts/media/fichiers/Mobilit%C3%A9_2016_complet_embargo.pdf)

### **Le Temps partiel avant 40 ans : quels parcours, quels comportements d'activité ?** /BRIARD Karine.

In : Dares - Documents d'études, 200, juillet 2016, 51 p.

Les personnes travaillant à un moment donné à temps partiel ont des profils socioéconomiques et des comportements d'activité différents. Cette étude vise à identifier les principaux types de parcours entre les âges de 20 et 40 ans des femmes et hommes nés entre 1935 et 1964, en les reliant à leurs caractéristiques individuelles et familiales.

[http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/de\\_tempspartiel\\_kbriard\\_270616v.pdf](http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/de_tempspartiel_kbriard_270616v.pdf)

## Marché du travail En Europe et dans le monde

### **Le Détachement des travailleurs en France et dans l'Union européenne : dossier** /FILLON Jean-Claude/FORTIS Elisabeth/LHERNOULD Jean-Philippe,...

In : Droit social, 7-8, juillet/août 2016, 65 p.

Vingt ans se sont écoulés entre la directive de 1996 et la proposition de révision présentée par la Commission qui montrent l'échec des compromis faits en 1996 dus aux choix d'intégration économique de l'Union et à ses modifications structurelles. Un point complet sur un sujet complexe.

**Migrant Workers and the Welfare State (Les travailleurs étrangers et l'Etat providence) /MIGALI Sylvia/TORBEN Andersen.**

Bonn : Institute for the Study of Labor (IZA Discussion Paper, 9940), 2016, 44 p.

Les Etats européens sont préoccupés par le fait que les flux migratoires puissent compromettre la viabilité et la générosité financière des dispositifs de protection sociale. Les auteurs focalisent leur analyse sur les modalités de l'aide sociale comme attrait pour les migrants. La donnée selon laquelle les avantages/dispositifs sociaux interfèrent dans la décision des migrants d'orienter ou non leur séjour ou leur retour au pays est forte.

<http://ftp.iza.org/dp9940.pdf>

## Démographie

### Aspects démographiques et économiques du vieillissement

**Choc démographique, rebond économique /LORENZI Jean-Hervé.**

Paris : Descartes & Cie, 2016, 394 p.

Cet ouvrage résulte du travail de 38 économistes qui pendant trois ans ont exploré les multiples facettes du modèle social français pour proposer leur vision d'une vaste réorganisation face au choc démographique. Le résultat de leur étude est présentée en cinq chapitres : le nouveau pacte intergénérationnel, remettre jeunes adultes et jeunes seniors sur le marché du travail, redonner une crédibilité à notre système de retraite, les équilibres d'une société vieillissante : l'exemple problématique de la santé, les équilibres d'une société vieillissante : emplois, transferts et nouveaux contrat intergénérationnel.

## Démographie

### Bilan démographique en France

**123 500 divorces en 2014 : des divorces en légère baisse depuis 2010 /BELLAMY Vanessa.**

In : Insee Première, 1599, juin 2016, 4 p.

En 2014, 123 500 divorces ont été prononcés contre 134 000 en 2010. Après avoir atteint un pic en 2005, le nombre de divorces était resté relativement stable jusqu'en 2010. Depuis, la tendance est à la baisse pour toutes les durées de mariage. En 2014, le taux de divorce s'élève à 44 divorces pour 100 mariages. Enfin, plus d'un quart des mariages sont des remariages pour au moins un des deux conjoints.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1599/ip1599.pdf>

**Les Habitants des quartiers de la politique de la ville : la pauvreté côtoie d'autres fragilités /RENAUD Auriane/SEMECURBE François.**

In : Insee Première, 1585, mars 2016, 4 p.

En France métropolitaine, 4,8 millions de personnes vivent dans les 1 300 quartiers de la politique de la ville. Les habitants sont plus jeunes qu'en moyenne dans la population urbaine. A l'inverse, les personnes âgées de plus de 75 ans y habitent moins fréquemment. Enfin, les difficultés d'insertion sur le marché du travail sont grandes avec les trois quarts des habitants de 15 ans ou plus qui sont sans diplôme ou ont un diplôme inférieur au baccalauréat.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1593/ip1593.pdf>

## Généralités

**Les Comptes de la Nation en 2015 : le PIB et le pouvoir d'achat des ménages accélèrent, l'investissement se redresse /ARNAUD Franck/DEBAUCHE Etienne/GALLOT Philippe.**

In : Insee Première, 1597, mai 2016, 4 p.

En 2015, la croissance de l'économie française s'affermi : le produit intérieur brut en euros constants progresse de 1,3%, après + 0,6% en 2014. La consommation des ménages accélère. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages s'améliore grâce au dynamisme des prestations sociales en espèces et des revenus d'activité. Le pouvoir d'achat par unité de consommation progresse sensiblement tandis que le taux d'épargne des ménages reste stable.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1597/ip1597.pdf>